

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 60

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

59^a Sessione plenaria
(Parigi, 30 novembre-2 dicembre 2010)

Raccomandazione n. 867 ⁽¹⁾

Su UE-Africa: partenariato per lo sviluppo e la sicurezza ⁽²⁾

Trasmessa il 28 gennaio 2011

L'ASSEMBLÉE,

(i) Mettando l'accento d'una parte sui legami storici che uniscono l'Africa ai paesi europei, d'altra parte sulla responsabilità dell'Europa vis-à-vis dello sviluppo e della sicurezza del continente africano;

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 1° dicembre 2010, durante la sua 2^{ème} sessione plenaria.

⁽²⁾ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Fassino (Italie, Groupe socialiste) Document 2089.

(ii) Se félicitant du dynamisme et de l'intensification des relations entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) en ce qui concerne la sécurité et le développement en Afrique, et incitant les deux parties à ouvrir également un dialogue sur des questions de sécurité internationale et éventuellement sans lien direct avec l'Afrique telles que, par exemple, la prolifération des armements;

(iii) Considérant que l'Afrique est un partenaire indispensable pour traiter des questions de mondialisation, de gouver-

nance mondiale et d'autres problèmes planétaires tels que le changement climatique;

(iv) Rappelant qu'il importe de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement étant donné que la paix et la sécurité vont de pair avec les considérations sociales et économiques, tout en insistant sur le fait que la crise financière et économique actuelle ne doit pas entraîner une diminution des financements;

(v) Soulignant la nécessité d'avoir des structures de coopération régionale efficaces et de suivre une approche cohérente, d'un continent à l'autre, en matière de développement et de sécurité, y compris en ce qui concerne les échanges et les migrations;

(vi) Considérant que pour être cohérente, toute stratégie européenne vis-à-vis du continent africain doit notamment améliorer l'accès des exportations africaines au marché de l'Union européenne;

(vii) Insistant sur les possibilités offertes par les recommandations du Centre de développement de l'OCDE telles que publiées dans les Perspectives économiques en Afrique 2010, qui préconisent que les pays africains améliorent leurs systèmes de collecte des impôts;

(viii) Rappelant que l'absence de ressources durables, prévisibles et modulables est un frein majeur qui empêche l'Union africaine et les communautés régionales africaines de traiter efficacement les crises dans cette zone;

(ix) Saluant les activités entreprises par l'Union africaine (UA) pour résoudre les conflits et les crises qui sévissent sur le continent africain et rappelant que pour y parvenir, l'UA a besoin du soutien politique et financier de l'Union européenne et d'autres institutions;

(x) Rappelant le rapport du Panel UA-ONU sur le maintien de la paix en Afrique, présidé par M. Romano Prodi, qui insiste sur la nécessité d'obtenir un

déploiement rapide et performant de troupes bien équipées et des dispositions efficaces pour le soutien des missions; rappelant en outre sa proposition de créer un fonds alimenté par des donateurs multiples afin de mettre en place une capacité de maintien de la paix de l'UA;

(xi) Prenant note de l'exercice de maintien de la paix Amani Africa organisé du 20 au 29 octobre 2010 à Addis-Abeba et demandant instamment aux Etats membres de l'UE et de l'UA de tirer les conclusions qui s'imposent du rapport sur les enseignements des missions;

(xii) Saluant l'esprit de coopération qui a présidé de façon encourageante à la troisième réunion consultative conjointe entre le Comité politique et de sécurité (COPS) de l'UE et le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, tenue le 18 octobre 2010 à Bruxelles, et prenant note de ses conclusions;

(xiii) Rappelant le nombre élevé d'opérations civiles et militaires relevant de la PESC/PSCD, notamment en matière de maintien de la paix, de police et de réforme du secteur de la sécurité, de formation et de lutte contre la piraterie, qui ont eu lieu ou sont en cours sur le continent africain;

(xiv) Notant qu'une opération militaire impliquant de déployer côte à côte des soldats européens et africains reste à entreprendre;

(xv) Prenant note des limites des instruments dont dispose actuellement l'UE pour financer tant les opérations entreprises par l'Union africaine ou les communautés régionales que les équipements destinés aux troupes africaines;

(xvi) Rappelant que le déploiement de soldats européens dans des opérations de gestion de crise en Afrique est beaucoup plus onéreux que le soutien des opérations conduites par les Africains et qu'il nécessite donc un financement adéquat;

(xvii) Soulignant que la gestion des conflits implique une approche à long

terme qui couvre tout leur cycle et prévoit notamment des politiques d'après-conflit visant à combler les manques dont souffrent les sociétés concernées et à empêcher les pays de retomber dans un conflit armé;

(xviii) Rappelant que l'afflux d'armes légères et de petit calibre en Afrique est un facteur constant d'instabilité qui nécessite de renforcer les mécanismes de réglementation internationaux concernant notamment les pays producteurs situés hors d'Afrique;

(xix) Soulignant qu'il importe de relever efficacement les défis transnationaux tels que le terrorisme, le crime organisé et les trafics en tous genres, compte tenu du fait que l'Afrique, plaque tournante de la drogue produite en Amérique latine et consommée en Europe, en subit fatalement les conséquences;

(xx) Préoccupée par la pénétration de plus en plus importante de sociétés musulmanes d'Afrique naguère pacifiques par des groupes islamistes radicaux;

(xxi) Se félicitant que l'année 2010 ait été proclamée Année de la paix et de la sécurité en Afrique et que l'appel du Caire en faveur de la paix exhorte toutes les parties prenantes « à se joindre et à soutenir activement l'initiative visant à faire de la paix une réalité en 2010 et au-delà, tant il est vrai que la promotion de la paix entre nations et de la non-violence dans nos foyers, communautés et écoles exige la participation et le soutien de tous »;

(xxii) Condamnant les violations flagrantes des droits de l'homme commises récemment en République démocratique du Congo et soulignant que combattre efficacement l'impunité dont jouissent les auteurs de ces crimes est un objectif essentiel de la réforme en cours dans le secteur de la sécurité;

(xxiii) Consciente du rôle important que joue la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), la plus grande mission de l'ONU dans le monde, tout en reconnaissant les

limites de ses capacités, constatées par le Conseil de sécurité des Nations unies,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ÉTATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE À

1. Soutenir pleinement le Plan d'action pour la stratégie conjointe Afrique-UE adopté lors du 3e sommet Afrique-UE tenu à Tripoli, visant, d'une part, à s'atteler à un certain nombre de défis stratégiques tels que la paix et la sécurité, la gouvernance politique et économique, les migrations, l'accès à l'énergie et la sécurité, d'autre part à encourager l'engagement politique des partenaires africains et européens vis-à-vis d'initiatives internationales importantes telles que la libéralisation du commerce dans le contexte de l'Organisation mondiale du commerce, la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, la Cour pénale internationale et les objectifs du Millénaire pour le développement;

2. Apporter sans relâche leur plein soutien à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en relançant les efforts actuellement déployés, en apportant les fonds nécessaires aux projets et en s'efforçant d'atteindre pareillement tous les buts fixés;

3. Mettre en place des politiques en matière d'échanges commerciaux, de formation, d'éducation et de migrations compatibles avec les objectifs déclarés de l'UE concernant l'économie de marché et la démocratie pour l'Afrique;

4. Encourager et soutenir les initiatives des pays africains en vue d'optimiser l'exploitation de leurs ressources naturelles et de renforcer la coopération sur la réglementation financière et sur les flux de capitaux illicites en provenance d'Afrique;

5. Promouvoir l'aide aux pays africains en vue d'améliorer les systèmes de revenus basés sur l'impôt;

6. Encourager les Etats membres de l'Union africaine à fournir à l'organisation un financement plus prévisible et plus durable ainsi que des ressources humaines accrues;

7. Continuer à améliorer le soutien financier et technique apporté à l'Union africaine et aux communautés africaines régionales en matière de gestion de crise en créant un fonds de l'UE pour la paix et la sécurité qui soit distinct de la Facilité de paix pour l'Afrique de l'UE et tienne compte des principes suivants:

(a) développer une solidarité entre les Etats membres de l'UE et ceux de l'UA et améliorer la prévisibilité du financement destiné à l'UA;

(b) fournir les moyens nécessaires, notamment pour les opérations de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme, mais aussi pour la gestion des conflits, l'instauration de la paix et les mesures d'après-conflit;

(c) mettre davantage l'accent sur le financement de mesures de réaction rapide et de plans d'urgence;

(d) élargir la liste des rubriques susceptibles d'être financées;

(e) fournir des fonds supplémentaires pour les initiatives de l'UA qui complètent son mécanisme de financement propre et les moyens qui ne proviennent pas de l'UE;

(f) utiliser le fonds en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux de l'Union africaine;

8. Proposer et financer des initiatives pour soutenir les mesures prises par les Africains afin de renforcer les capacités régionales et continentales de maintien de la paix, notamment la Force africaine d'alerte (ASF);

9. Renforcer la coopération et la coordination entre l'UE et l'UA afin de régler les problèmes transfrontaliers et intercontinentaux tels que le terrorisme, le crime organisé et les trafics en tous genres;

10. Renforcer la coopération militaire entre l'UE et l'UA afin de permettre à cette dernière de combattre efficacement toutes les grandes organisations criminelles telles que l'Armée de résistance du seigneur qui, par la violence, sèment la terreur et la destruction dans plusieurs régions sur le continent africain;

11. Perfectionner les mesures visant à prévenir la prolifération des armes légères et de petit calibre;

12. Approfondir la coopération sur la sûreté et la sécurité maritimes afin de soutenir les mesures prises par les Africains en faveur de la coopération régionale et de la lutte contre la piraterie;

13. Examiner les possibilités de coopération entre l'EUNAVFOR ATALANTA et l'AMISOM;

14. Encourager la poursuite de la coopération entre l'Union africaine et la Ligue des Etats arabes étant donné que certains pays sont membres des deux organisations et compte tenu de leurs intérêts communs, notamment dans la Corne de l'Afrique;

15. Redoubler d'efforts pour renforcer la stabilité et la gouvernance en Somalie pendant la période de transition et au-delà de cette période;

16. Se préparer à agir rapidement et efficacement selon les résultats des deux référendums prévus au Soudan afin de faciliter la gestion des événements qui pourraient s'ensuivre;

17. Elaborer une stratégie de sécurité globale et de développement pour la région du Sahel qui mette l'accent sur la coopération en matière de renseignement et les mesures de développement;

18. Répondre positivement aux suggestions de l'Union africaine de publier des déclarations communes en cas de changements de gouvernement contraires aux lois constitutionnelles;

19. Encourager l'Afrique à s'efforcer d'être mieux intégrée dans les échanges

mondiaux de biens, de services et de personnes, mieux représentée dans les institutions internationales, dont le Conseil de sécurité des Nations unies et le G20, et de mieux utiliser son potentiel énergétique renouvelable;

20. Promouvoir le dialogue en vue d'arrêter une position commune à l'UE et l'UA qui leur permette de s'atteler ensemble au problème du changement climatique et aux autres grands défis environnementaux, de manière à préserver le développement durable du continent;

21. Renforcer le dialogue entre l'Afrique et l'UE sur l'accès à l'énergie, sur la sécurité énergétique, sur l'accès aux services sociaux fondamentaux tels que l'éducation, ainsi que sur la santé et la sécurité alimentaire afin d'améliorer les services et d'accroître les investissements dans les infrastructures;

22. Apporter des réponses d'ensemble aux migrations, à la mobilité et à l'emploi,

tant au niveau interne qu'entre les deux continents, en vue de créer de nouveaux emplois de meilleure qualité en Afrique et de mieux gérer les flux migratoires;

23. Renforcer les capacités de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) en ce qui concerne notamment les moyens nécessaires pour mener des patrouilles et jouer un rôle vis-à-vis de la population civile, y compris par la mise à disposition des équipements de communication appropriés;

24. Chercher à consolider et à relancer le processus de démocratisation et l'instauration de l'Etat de droit en République démocratique du Congo, notamment en exhortant le gouvernement, en étroite coopération avec ses partenaires internationaux, à organiser des élections locales, qui auraient dû avoir lieu depuis longtemps déjà, et à entamer les préparatifs en vue de la tenue des élections législatives prévues pour 2011.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 867 ⁽¹⁾Su UE-Africa: partenariato per lo sviluppo e la sicurezza ⁽²⁾

L'ASSEMBLEA,

(i) Evidenziando il legame storico tra Paesi africani ed europei e la responsabilità dell'Europa nel promuovere lo sviluppo e la sicurezza nel continente africano;

(ii) Apprezzando i rapporti dinamici e sempre più profondi tra l'Unione europea (UE) e l'Unione africana (UA) nell'ambito della sicurezza e dello sviluppo dell'Africa, e incoraggiando al tempo stesso le parti a intavolare un dialogo su temi della sicurezza internazionale non necessariamente in diretta correlazione con l'Africa, come per esempio la proliferazione degli armamenti;

(iii) Considerando che l'Africa è un partner indispensabile per affrontare la globalizzazione, la *governance* globale e altri temi globali quali il cambiamento climatico;

(iv) Ricordando l'importanza del raggiungimento degli Obiettivi di sviluppo del Millennio, dato che gli obiettivi della pace e della sicurezza non possono essere separati dalle considerazioni di carattere sociale ed economico, e ribadendo che la crisi economica e finanziaria in atto non deve portare a una riduzione dei finanziamenti;

(v) Sottolineando la necessità di efficienti strutture di cooperazione regionale e di un coerente approccio da continente a continente sul terreno dello sviluppo e della sicurezza, incluse le questioni commerciali e migratorie;

(vi) Considerando che il miglioramento dell'accesso delle esportazioni africane al mercato UE deve rientrare in ogni strategia europea coerente per il continente africano;

(vii) Evidenziando il potenziale delle raccomandazioni del Centro di Sviluppo dell'OCSE, come enunciate nel Rapporto di previsione sull'economia africana del 2010, in ordine al miglioramento dei sistemi di riscossione delle imposte dei Paesi africani;

(viii) Ricordando che la mancanza di risorse sostenibili, prevedibili e flessibili limita fortemente le possibilità di gestione delle crisi regionali da parte dell'Unione africana e delle comunità regionali africane;

(ix) Apprezzando le attività svolte dall'UA per affrontare i conflitti e le crisi del continente africano e ricordando che, affinché esse abbiano successo, occorre un forte sostegno finanziario e politico da parte dell'Unione europea e di altri;

(x) Ricordando la relazione del Gruppo congiunto UE-UA sul mantenimento della pace in Africa, presieduto da Romano Prodi, e l'accento in esso posto sull'esigenza di un celere ed efficace di-

⁽¹⁾ Adottata dall'Assemblea il 1° dicembre 2010 nel corso della sua seconda seduta.

⁽²⁾ Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione politica dall'On. Piero Fassino (Italia, Gruppo socialista), Presidente e Relatore, Doc. 2089.

spiegamento di truppe ben equipaggiate e di una efficiente logistica a supporto delle missioni, nonché la sua proposta d'istituire un fondo fiduciario multi-donatori per potenziare le capacità di mantenimento della pace dell'Unione africana;

(xi) Prendendo atto dell'esercitazione di mantenimento della pace denominata *Amani Africa*, svoltasi dal 13 al 29 ottobre 2010 a Addis Abeba ed esortando gli Stati membri dell'UE e dell'UA a trarre le dovute conclusioni dalla relazione sulle esperienze acquisite;

(xii) Apprezzando l'incoraggiante spirito di cooperazione che ha pervaso la terza riunione congiunta consultiva tra il Comitato politico e di sicurezza dell'UE e il Comitato per la pace e la sicurezza dell'UA, svoltasi il 18 ottobre 2010 a Bruxelles, e prendendo atto delle sue conclusioni;

(xiii) Ricordando l'elevato numero di operazioni civili e militari PESD/PSDC condotte o tuttora in corso nel continente africano, tra cui quelle di mantenimento della pace, di polizia, di riforma del settore della sicurezza, di addestramento e di lotta alla pirateria;

(xiv) Constatando che ancora non è stata attuata un'operazione che vedesse dispiegati fianco a fianco soldati europei e africani;

(xv) Constatando le scarse possibilità degli attuali strumenti finanziari dell'UE per quanto attiene al finanziamento delle operazioni intraprese dall'Unione africana o dalle comunità regionali e dell'equipaggiamento dei soldati africani;

(xvi) Ricordando che dispiegare soldati europei per operazioni di gestione delle crisi in Africa è assai più dispendioso che prestare sostegno a operazioni condotte dagli Africani stessi, ed esige pertanto risorse adeguate;

(xvii) Sottolineando che la gestione dei conflitti comporta un approccio a lungo termine che abbracci l'intero ciclo del conflitto e richiede, in particolare,

politiche per il dopoguerra tese a sanare le spaccature nelle società post-belliche, onde evitare che i Paesi ricadano nel conflitto armato;

(xviii) Ricordando che il flusso di armi leggere e di piccolo calibro verso l'Africa è un fattore d'instabilità permanente che richiede un meccanismo normativo internazionale migliore, rivolto soprattutto ai Paesi produttori al di fuori dell'Africa;

(xix) Sottolineando la necessità di affrontare in maniera efficace le sfide transnazionali quali il terrorismo, la criminalità e i traffici organizzati, consci che l'Africa, in quanto centro di smistamento degli stupefacenti prodotti in America latina e consumati in Europa, non può che subirne le conseguenze;

(xx) Preoccupata dalla sempre maggior penetrazione dei gruppi islamici radicali nelle società musulmane dell'Africa, un tempo pacifiche;

(xxi) Apprezzando le iniziative « 2010, Anno della sicurezza e della pace in Africa » e « *Cairo Call for Peace* », che invita tutte le parti interessate a « unirsi e sostenere attivamente l'iniziativa per fare della pace una realtà nel 2010 e negli anni a venire, perché il raggiungimento della pace tra le nazioni e della non-violenza nelle nostre case, comunità e scuole esige il coinvolgimento e il sostegno di tutti »;

(xxii) Condannando le recenti gravi violazioni dei diritti umani nella Repubblica democratica del Congo, ed evidenziando che uno degli obiettivi fondamentali dell'attuale riforma del settore della sicurezza è quello di combattere efficacemente l'impunità di tali reati;

(xxiii) Consapevole dell'importante ruolo della Missione delle Nazioni Unite nella Repubblica democratica del Congo (MONUSCO), la più grande missione ONU al mondo, e prendendo atto dei limiti alle sue capacità, quali definiti dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO D'INVITARE I PAESI DELLA UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UE, A:

1. Sostenere pienamente il Piano d'azione strategico congiunto Africa-UE, adottato durante il terzo vertice Africa-UE di Tripoli, volto ad affrontare una serie di sfide strategiche quali la pace e la sicurezza, la *governance* politica ed economica, le migrazioni, l'accesso all'energia e la sicurezza energetica, così come ad appoggiare gli impegni politici dei partner africani ed europei verso importanti iniziative internazionali quali la liberalizzazione degli scambi nell'ambito dell'Organizzazione mondiale del commercio, la Convenzione quadro delle Nazioni Unite sui cambiamenti climatici, la Corte penale internazionale e gli Obiettivi di sviluppo del Millennio;

2. Continuare a sostenere pienamente il raggiungimento degli Obiettivi di sviluppo del Millennio, rafforzando gli sforzi già in atto, fornendo i finanziamenti necessari per i progetti e trattando alla stessa stregua tutti gli obiettivi;

3. Sviluppare il commercio, la formazione e l'istruzione, nonché politiche migratorie coerenti con gli obiettivi di economia di mercato e democrazia per l'Africa dichiarati dall'UE;

4. Incoraggiare e sostenere gli sforzi dei Paesi africani volti ad ottimizzare l'utilizzo delle proprie risorse naturali e ad accrescere la cooperazione nel campo della regolamentazione finanziaria e dei flussi di capitale illegali dall'Africa;

5. Promuovere l'assistenza ai Paesi africani per migliorare i sistemi di gettito fiscale;

6. Incitare gli Stati membri dell'Unione africana a fornire all'organizzazione finanziamenti più prevedibili e sostenibili, così come maggiori risorse umane;

7. Migliorare ulteriormente il sostegno finanziario e tecnico agli sforzi di gestione delle crisi da parte dell'Unione africana e delle comunità regionali africane, isti-

tuendo un Fondo UE per la pace e la sicurezza separato dal Fondo per la pace in Africa, alla luce dei seguenti principi:

a. instaurare la solidarietà tra gli Stati membri dell'UE e dell'UA e accrescere la prevedibilità dei finanziamenti a favore dell'UA;

b. fornire risorse, in particolare per le operazioni di mantenimento della pace e anti-terrorismo, ma anche per la gestione dei conflitti, l'instaurazione della pace e le misure post-belliche;

c. prestare maggiore attenzione al finanziamento delle misure di risposta rapida e delle emergenze;

d. ampliare la lista delle materie finanziabili;

e. fornire ulteriori risorse alle iniziative dell'UA, a integrazione del meccanismo di finanziamento della stessa UA e delle altre risorse finanziarie non-UE;

f. utilizzare il fondo in stretta collaborazione con gli altri partner internazionali dell'Unione africana;

8. Proporre e finanziare iniziative a sostegno degli attuali sforzi dell'Africa per potenziare le capacità di mantenimento della pace a livello regionale e continentale, in particolare per quel che riguarda la Forza d'intervento africana (ASF);

9. Rafforzare la cooperazione e il coordinamento UE-UA nell'affrontare le sfide transfrontaliere e intercontinentali quali il terrorismo, la criminalità e i traffici organizzati;

10. Rafforzare la cooperazione militare tra l'UE e l'UA per permettere all'UA di combattere efficacemente tutte le principali organizzazioni criminali, come l'Esercito di resistenza del Signore, che tramite la violenza sparge terrore e distruzione in molte regioni del continente africano;

11. Migliorare le misure per impedire la proliferazione delle armi leggere e di piccolo calibro;

12. Approfondire la cooperazione nel campo della sicurezza marittima, a sostegno degli sforzi dell'Africa nel senso della cooperazione regionale e della costruzione di capacità nel settore della lotta alla pirateria;

13. Esperire le potenzialità di cooperazione tra EUNAVFOR ATALANTA e AMISOM;

14. Stimolare lo sviluppo della cooperazione tra l'Unione africana e la Lega araba, stante la composizione in parte coincidente di ambedue e gli interessi reciproci, in particolare nel Corno d'Africa;

15. Raddoppiare gli sforzi a sostegno della stabilità e della *governance* in Somalia durante il periodo di transizione e oltre;

16. Prepararsi ad agire con la rapidità e l'efficienza necessarie a seguito dell'esito dei due referendum previsti in Sudan, così da agevolare la gestione degli eventi che ne possono conseguire;

17. Sviluppare una strategia globale per la sicurezza e lo sviluppo della regione del Sahel che ponga l'accento sulla cooperazione tra i servizi d'intelligence e le misure per lo sviluppo;

18. Rispondere favorevolmente alla proposta dell'Unione africana di una dichiarazione congiunta in caso di cambiamenti di governo incostituzionali;

19. Incoraggiare l'Africa a perseguire una migliore integrazione nello scambio globale di beni, servizi e persone, una maggiore rappresentanza nelle istituzioni internazionali, inclusi il Consiglio di Sicu-

rezza delle Nazioni Unite e il G20, e un miglior uso del suo potenziale di energie rinnovabili;

20. Promuovere il dialogo volto a dar corpo a una posizione comune UE-UA per affrontare congiuntamente il tema dei cambiamenti climatici e le altre sfide ambientali globali, in modo da preservare lo sviluppo sostenibile del continente;

21. Rafforzare il dialogo Africa-UE sull'accesso all'energia e sulla sicurezza energetica, sull'accesso ai servizi sociali di base quali l'educazione e l'assistenza sanitaria e sulla sicurezza alimentare, in modo da migliorare i servizi e incrementare gli investimenti nelle infrastrutture;

22. Fornire risposte integrate sui temi delle migrazioni, della mobilità e dell'occupazione, sia a livello interno che tra i due continenti, allo scopo di accrescere il numero e la qualità dei posti di lavoro in Africa e di gestire meglio i flussi migratori;

23. Rafforzare le capacità della Missione delle Nazioni Unite nella Repubblica democratica del Congo (MONUSCO), specie in materia di mezzi per il pattugliamento e l'interazione con la popolazione civile, comprese adeguate apparecchiature di comunicazione;

24. Cercare di consolidare e dare nuovo impulso al processo di democratizzazione e instaurazione dello stato di diritto nella Repubblica democratica del Congo, in particolare esortando il governo, in stretta collaborazione con i suoi partner internazionali, a svolgere le elezioni locali, troppo a lungo rinviate, e ad avviare la preparazione delle elezioni generali fissate per il 2011.